



Appel à communications

Date-limite : 30 janvier 2015

Pour une journée d'étude du groupe PopAct de l'AFSP et du Centre Emile Durkheim intitulée :

L'évaluation des politiques publiques : un moyen de réconciliation entre opinion publique et action publique ?

A l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, le 14 avril 2015

« L'évaluation des actions et des politiques publiques, telle que nous l'avons formulée dans ce rapport est une condition nécessaire pour améliorer la qualité de notre vie démocratique. Elle doit conduire (...) à la mise à disposition des citoyens des matériaux qui leur permettront de débattre et d'intervenir sur des politiques précises et plus seulement sur des choix généraux et abstraits »¹.

25 ans après l'appel de Patrick Viveret en faveur d'une évaluation des politiques publiques au service de l'information et de la participation des citoyens, quelle place occupe cette conception de la pratique évaluative aujourd'hui ? Depuis les années 1990, le recours à l'évaluation en France s'est développé au sein des différentes instances de gouvernement (Etat central, services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales). L'idéal démocratique de cette activité énoncé précédemment, a laissé place à des préoccupations techniques, orientant davantage le débat autour de la rigueur des méthodes employées en évaluation, du positionnement des évaluateurs et leurs compétences, ainsi que des modalités de prise en compte des résultats d'évaluation par les décideurs publics. Cet appel à communications a pour ambition de questionner à nouveau la capacité de l'évaluation des politiques publiques à servir de média entre l'action publique et l'opinion publique. Il propose d'aborder cette problématique en prenant en compte toute la complexité de la rencontre de la notion d'opinion publique et d'une activité aussi protéiforme que l'évaluation des politiques publiques.

Cette journée d'étude propose d'interroger le lien entre action publique et opinion publique dans la conduite de l'évaluation des politiques publiques. Elle est organisée autour de deux axes de réflexion :

- Jusqu'où l'évaluation et ses méthodes permettent-elle la prise en compte de l'opinion publique ?
- Dans quelle mesure l'évaluation et ses produits peuvent-ils influencer la perception qu'a l'opinion publique de l'action publique ?

Les propositions de communication peuvent aborder l'un ou l'autre des questionnements s'appuyant sur une analyse empirique.

¹ VIVERET, P., 1989, *L'évaluation des politiques et des actions publiques*, Paris : Ed. La documentation française, p. 85

Le premier axe de réflexion cherche à saisir quelle place occupe l'opinion publique dans la conduite d'évaluations, autant dans la collecte de données que dans l'élaboration de la méthode et la production du jugement évaluatif.

L'évaluation participative et les méthodes qui lui sont associées sont au centre de ce débat. Cet appel à communication propose d'étendre ce questionnement à d'autres formes et techniques d'évaluation.

Les contributions peuvent porter sur le rôle de l'évaluateur et la façon dont il peut traduire l'opinion publique dans l'évaluation et ses produits (rapport, synthèse, restitution...).

Sont également bienvenues les propositions de communication qui visent à analyser la mesure dans laquelle l'évaluateur structure l'opinion publique avant la diffusion du rapport d'évaluation.

Le deuxième axe de réflexion interroge l'évaluation comme média d'information du public. Plus précisément, il s'agit d'appréhender la capacité du processus et des produits évaluatifs à influencer l'opinion publique vis-à-vis d'un dispositif d'action publique.

Les acteurs de la publicisation (commanditaires-décideurs, évaluateurs, presse...) et les enjeux qu'elle représente pour ceux-ci peuvent être discutés. Les contributions étudiant les contextes de diffusion et ses modalités (mise à disposition du rapport, envoi d'un communiqué de presse, organisation d'une conférence publique...) sont encouragées. La traduction des produits de l'évaluation lors de leurs passages dans les différentes sphères de l'espace public peut également s'inscrire dans ce questionnement. Enfin, cette réflexion peut s'ouvrir au rôle de l'évaluation dans le changement de la perception des problèmes publics.

Les propositions de communication retenues seront discutées par des chercheur.e.s et doctorant.e.s du Centre Emile Durkheim ainsi que par d'autres intervenant.e.s proches de ces problématiques.

Calendrier :

30 janvier 2015 : Date-limite d'envoi des propositions de communication (+/- 500 mots).

Celles-ci sont à adresser aux responsables de cette journée d'études :

Nadia Okbani : nadiaokbani@yahoo.fr

Agathe Devaux-Spatarakis : agathedevaux@yahoo.fr

Vincent Caby : vincent.caby@ehess.fr

27 mars 2015 : Date-limite d'envoi des textes des communications retenues

14 avril 2015 : La journée se déroulera sur le site de Sciences Po Bordeaux

Des informations complémentaires sur le groupe PopAct :

Le groupe de projet PopAct a pour objectif d'interroger l'articulation qui peut exister entre « opinion publique » et « action publique » et d'identifier collectivement les mécanismes de ce jeu d'influence réciproque. Il organise chaque année une journée d'étude à destination des doctorant.e.s et jeunes docteur.e.s, sur l'ensemble de ses thématiques de recherche.

Opinion publique & Action publique

Responsables scientifiques du groupe : Céline Belot, Laurie Boussaguet et Charlotte Halpern

Contact: popactgroupeafsp@gmail.com